Document generated on 07/19/2025 9:11 a.m.

L'Inconvénient

Désolé pour les inconvénients

Mathieu Bélisle

Number 62, Fall 2015

URI: https://id.erudit.org/iderudit/80162ac

See table of contents

Publisher(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (print)
2369-2359 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Bélisle, M. (2015). Désolé pour les inconvénients. *L'Inconvénient*, (62), 70–70.

Tous droits réservés © L'inconvénient, 2015

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Désolé pour les inconvénients

Mathieu Bélisle

Chaque année, le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC) offre des bourses aux chercheurs postdoctoraux. Certains des récipiendaires doivent cependant décliner l'offre du Fonds, parce qu'ils ont reçu une autre bourse, que leurs plans ont changé, qu'ils n'ont pas rempli toutes les exigences requises, etc., ce qui fait que des candidats qui se trouvent tout en haut de la liste d'attente – et qui sont d'ailleurs tenus informés de leur rang par le Fonds – peuvent profiter des quelques bourses qui n'ont pu être acceptées. Or, politique d'austérité oblige, les responsables du Fonds ont trouvé une astuce leur permettant de faire des économies : annuler le second tour, en n'accordant pas aux candidats inscrits sur la liste d'attente les bourses déclinées par les récipiendaires du premier tour. Et comment les responsables ont-ils justifié cette arnaque ? « Les bourses ont été offertes. Elles n'ont simplement pas toutes été données. »

•

Selon des informations rapportées par le *Journal of American Medical Association* (JAMA), une étude récente est arrivée à la stupéfiante conclusion – gageons que vous n'y auriez jamais pensé – que *la chimiothérapie n'améliorait pas la qualité de vie des patients souffrant d'un cancer en phase terminale*. En d'autres termes, après des années d'expérimentations et d'analyses, les chercheurs sont parvenus à démontrer, chiffres à l'appui, qu'il valait mieux laisser mourir en paix un octogénaire souffrant d'un cancer généralisé plutôt que de soumettre son pauvre corps fatigué à des traitements invasifs. Vraiment, les conquêtes de la science ne cesseront jamais de m'émerveiller.

•

« *Free at last, free at last, thank God Almighty I am free at last* », scandait en février dernier le député conservateur néo-brunswickois John Williamson en pleine Chambre des communes, reprenant les mots du célèbre défenseur des droits civils Martin Luther King, mort sous les balles en 1968. Voulait-il par cette déclaration souligner le début du Mois des Noirs ou saluer la mémoire du grand pacifiste ? Non, il se réjouissait simplement de l'abolition du registre des armes à feu.

•

Ainsi donc, *Tout le monde en parle* est de retour cet automne pour une douzième saison. Dans une entrevue accordée il y a quelques années à un journaliste de *La Presse*, Guy A. Lepage soulignait à quel point l'expérience d'animation de cette populaire émission avait transformé son humble personne : « Quand j'ai commencé, j'étais quelqu'un d'à la fois généreux et très égocentrique. Et si je remonte plus loin, quand j'avais 20 ans par exemple, je dirais que j'avais 0 sur 10 en empathie et en compassion. Aujourd'hui, je dirais que j'en ai 12 ou 13 sur 10. »

•

Comme tout le monde, je reçois régulièrement des invitations à signer des pétitions. Je ne les signe presque jamais, non parce que les causes ne sont pas valables ou dignes d'intérêt, mais parce que l'extraordinaire multiplication des initiatives finit, j'en ai bien peur, par en annuler la charge contestataire. Une fois n'étant pas coutume, et parce que j'ai beaucoup d'estime pour ses auteurs, j'ai accepté de signer une pétition qui proposait de lancer une réflexion sur la délicate question des rapports sexuels entre professeurs et étudiants à l'université. Après tout, me disais-je, certains professeurs peuvent être tentés de profiter de leur position d'autorité (et je songeais à quelques cas célèbres dans les universités montréalaises, des cas que mon avocat m'a conseillé de ne pas évoquer ici), ce que les codes de déontologie interdisent formellement aux médecins et aux psychologues. Tout allait bien jusqu'à ce que la pétition soit publiée dans les pages du *Devoir*, sous un intitulé qui disait tout autre chose que ce qu'il s'agissait de faire entendre : « Contrer les rapports sexuels à l'université ». Grâce sans doute à l'intervention d'un réviseur distrait, je suis devenu la plus grande des prudes, défenseur d'une abstinence sexuelle qu'il s'agissait d'étendre à toute l'université…

•

Le 6 août dernier, quelques heures avant le premier débat des chefs des principaux partis fédéraux, en lever de rideau de ce qui s'annonçait – l'a-t-on déjà dit ? – comme la campagne la plus longue de l'histoire du pays, le leader du Parti libéral du Canada, Justin Trudeau, a eu l'étrange idée de tenir un entraînement public de boxe avant de croiser le fer avec ses adversaires. Au terme de l'entraînement pugilistique, Justin, à bout de souffle et encore dégoulinant de sueur, a répondu aux questions des journalistes : « Écoutez pfff… Je pense que c'est important pfff… qu'on adresse les issues pfff… que les Canadiens s'intéressent pfff… La boxe est un sport pfff… pour montrer qu'il faut pfff… bien préparer chaque détail pfff… » Le verdict des spécialistes : Justin devra améliorer son jab… ■